



Le gouvernement veut rendre le SNU obligatoire ? Comme pour les retraites, nous pouvons les bloquer : Tous en grève à partir du 7 mars !

Montreuil, le 5 mars 2023

Un document confidentiel – publié par erreur puis immédiatement retiré du site internet du ministère de l'Éducation nationale – a confirmé qu'une obligation du service national universel, sur le temps scolaire, est envisagée par M. Ndiaye et Mme El Haïry, la secrétaire d'État auprès du ministre des Armées et de l'Éducation nationale. Y est évoqué un « *séjour obligatoire de cohésion de 12 jours* », avec port de l'uniforme obligatoire, Marseillaise, levée de drapeau, ainsi que divers modules imposés dont certains sur la défense et la sécurité intérieure.

Le SNU deviendrait obligatoire pour tous les élèves de seconde et de première CAP. Une première expérimentation devrait être menée dans six départements : le Cher, les Hautes Alpes, les Vosges, le Finistère, la Dordogne et le Var, avant d'être généralisée.

S'il voyait le jour, ce dispositif concernerait 800 000 jeunes tous les ans pour un coût estimé à 2 milliards.

Et M. Macron et son gouvernement nous demandent de travailler deux ans de plus pour combler le soi-disant déficit des retraites ?

Ce sont les mêmes qui mettent en place le SNU et qui s'emploient à détruire le Baccalauréat comme diplôme national et les lycées professionnels !

Ces sont les mêmes qui consacrent 413 milliards d'euros pour le budget militaire et qui suppriment des milliers de classes dans le 1er degré et des milliers de postes dans le second degré !

Ils voudraient déscolariser des centaines de milliers de lycéens pendant deux semaines.

Ils font pression sur les personnels de l'Éducation nationale et de Jeunesse et Sports pour mettre en œuvre leur entreprise alors que la nature de leurs missions est strictement opposée au SNU. Dans le même temps, sur tout le territoire, des professeurs ne sont pas remplacés.

Ils veulent, par le biais du SNU, faire travailler les jeunes gratuitement pour des missions comme par exemple « la dépollution d'un site, servir des repas à des personnes qui sont dans le besoin, s'occuper de personnes âgées dans des maisons de retraite, aide à la direction dans les écoles ». En clair, des missions déjà portées par des salariés.

C'est cela l'avenir qu'ils réservent à la jeunesse ?

De peur d'une irruption de la jeunesse en pleine mobilisation sur les retraites, Macron préfère reporter ses annonces sur le SNU (entre mars et juin).

Raison de plus pour le faire reculer sur son projet de réforme des retraites. Tous en grève à partir du 7 mars : nous pouvons gagner et mettre un coup d'arrêt à tous leurs projets destructeurs !

Des milliards, il en faut pour l'École, pas pour enrôler la jeunesse, pas pour la guerre ! Abrogation du SNU !